



Migraciones África-Europa: Voces, Rutas y Retos

Seminario Permanente
de **MIGRACIONES**



Realizado por:
Jorge Picallo y Rebeca Jiménez
07 de mayo de 2025

ÍNDICE

Introducción	pág 1.
Sesión I	pág 2.
Sesión II	pág 4.
Sesión III	pág 7.
Sesión IV	pág 10.
Sesión V	pág 12.
Sesión VI	pág 15.
Sesión VII	pág 17.

ES

El director y el secretariado de FEI han organizado el Seminario Permanente de Migraciones, celebrado el 7 de mayo de 2025, en el salón de grados del edificio Departamental I del campus de la Universidad Rey Juan Carlos en Fuenlabrada, por el que se ha tratado de abordar el tema de las migraciones desde África.

Se han puesto de manifiesto la experiencia y las investigaciones realizadas tanto por alumnos de la Universidad Rey Juan Carlos como por reconocidos expertos con amplia trayectoria en el campo de las migraciones.

El objetivo del presente informe es ofrecer una visión general de las rutas migratorias entre África y Europa, estudiando la situación política, económica y social en ambos continentes.

De igual manera, se busca demostrar la importancia de las investigaciones académicas y el esfuerzo de los estudiantes, que ayuda a comprender mejor la compleja y dura realidad que miles de personas viven todos los días.

FR

Le directeur et le secrétariat de FEI ont organisé le Séminaire Permanent sur les Migrations, tenu le 7 mai 2025, dans la salle des actes du bâtiment Départemental I du campus de l'Université Rey Juan Carlos à Fuenlabrada, afin d'aborder la question des migrations en provenance d'Afrique.

Cette rencontre a mis en lumière les expériences et recherches menées tant par les étudiants de l'Université Rey Juan Carlos que par des experts reconnus ayant une longue trajectoire dans le domaine des migrations.

Ce rapport poursuit trois objectifs principaux. Premièrement, il vise à fournir une analyse complète des principales routes migratoires reliant l'Afrique à l'Europe. Deuxièmement, il se propose d'examiner en profondeur les contextes politiques, économiques et sociaux caractérisant ces deux continents.

Enfin, troisième objectif et non des moindres, il entend démontrer comment la recherche universitaire et l'implication active des étudiants contribuent à éclairer la réalité complexe et souvent dramatique vécue par des milliers de migrants au quotidien.

Sesión I	Presentación de las Jornadas <i>Presentado por: Paula García, Raquel Rojas, Natalia Caballero, Sofía Martínez.</i>
----------	--

ES

El secretariado de FEI nos puso en contexto explicando que la migración contemporánea se trata de un fenómeno complejo impulsado por la interacción de factores económicos, sociales, políticos y ambientales. En muchas regiones del mundo, principalmente en África Occidental y el Sahel confluyen las condiciones que empujan a las personas a abandonar sus hogares en busca de un futuro.

Día tras día, hombres, mujeres, jóvenes y niños se ven obligados a dejar atrás su vida, su cultura, sus familias y sus trabajos.

Algunas de las motivaciones, que las estudiantes señalaron, llevan a las personas a emigrar no pueden ser controladas totalmente por el ser humano. Son por ejemplo las medioambientales, pues la falta de recursos supone un motivo de peso para abandonar el hogar. Países como Senegal, Mali o Burkina Faso, el sector agrícola supone el 70% del empleo del país y la falta de recursos y los fenómenos medioambientales extremos tienen un impacto devastador en la economía. La pérdida de tierras y la caída de la productividad obliga a muchas personas a buscar nuevas oportunidades laborales.

Cuando los jóvenes africanos alcanzan la edad laboral, y la falta de oportunidades deja pocas alternativas, el personal cualificado se ve obligado a emigrar, generando una fuga de cerebros que debilita cada vez más la capacidad de desarrollo del país.

En cuanto a la presencia de grupos armados ligados al terrorismo, las ponentes explicaron que es un fenómeno agrava más la situación. A parte de la violencia directa, cada vez se dan con más frecuencia los secuestros poniendo en evidencia el aparato estatal de seguridad y la instrumentalización de la violencia con fines ideológicos y económicos.

La expansión territorial de estos grupos y la violencia en bandas criminales crean un entorno de riesgo que afecta a la población local, generando una sensación de vulnerabilidad que obliga a muchas personas a abandonar sus hogares.

Para estas personas la migración no es solo una opción, sino una estrategia de supervivencia.

Présentation des Journées. *Présenté par: Paula García, Raquel Rojas, Natalia Caballero, Sofía Martínez.*

FR

Le secrétariat de FEI a contextualisé la situation en expliquant que la migration contemporaine constitue un phénomène complexe, alimenté par l'interaction de facteurs économiques, sociaux, politiques et environnementaux. Dans de nombreuses régions du monde, particulièrement en Afrique de l'Ouest et au Sahel, se conjuguent des conditions qui poussent les populations à quitter leur foyer à la recherche d'un avenir meilleur.

Jour après jour, des hommes, des femmes, des jeunes et des enfants sont contraints d'abandonner leur vie, leur culture, leur famille et leur travail.

Certaines des motivations qui poussent les gens à émigrer ne peuvent pas être totalement contrôlées par l'être humain. C'est le cas, par exemple, des facteurs environnementaux, car le manque de ressources constitue une raison majeure de quitter son pays. Dans des pays comme le Sénégal, le Mali ou le Burkina Faso, le secteur agricole représente 70 % des emplois, et le manque de ressources ainsi que les phénomènes environnementaux extrêmes ont un impact dévastateur sur l'économie. La perte de terres et la baisse de la productivité obligent de nombreuses personnes à chercher de nouvelles opportunités professionnelles.

Lorsque les jeunes Africains atteignent l'âge de travailler et que le manque d'opportunités ne leur laisse que peu d'alternatives, les travailleurs qualifiés sont contraints d'émigrer, entraînant une fuite des cerveaux qui affaiblit de plus en plus la capacité de développement du pays.

La présence de groupes armés liés au terrorisme aggrave encore la situation. Outre la violence directe, les enlèvements se multiplient, mettant en évidence les failles de l'appareil sécuritaire de l'État et l'instrumentalisation de la violence à des fins idéologiques et économiques.

L'expansion territoriale de ces groupes et la violence des bandes criminelles créent un environnement dangereux qui affecte la population locale, générant un sentiment de vulnérabilité qui force de nombreuses personnes à fuir leur foyer.

Pour ces personnes, la migration n'est pas seulement une option, mais une stratégie de survie.

FR

Mme Coulibaly a commencé son intervention en parlant de la politique migratoire de l'Union européenne, basée sur l'externalisation des frontières. Cette stratégie a entraîné la fermeture progressive des routes migratoires traditionnelles, poussant les migrants à chercher d'autres itinéraires, notamment en passant par l'Atlantique. Beaucoup quittent l'Afrique de l'Ouest pour tenter de rejoindre les îles Canaries, ou même l'Amérique.

Des pays comme le Niger, le Mali, le Sénégal ou la Mauritanie ont mis en place des lois et des protocoles pour mieux contrôler les frontières. En même temps, des organisations internationales comme l'OIM ont pris de plus en plus de place, en poussant ces pays à avoir une politique migratoire officielle et à collaborer avec l'Union européenne.

Concernant les causes de la migration, Mme Coulibaly a mis l'accent sur l'instabilité politique (comme les coups d'État), la présence de groupes armés et la dégradation de l'État de droit. Tout cela rend la vie difficile dans certaines régions et pousse les gens à partir, souvent dans des conditions très compliquées. Elle a parlé d'une situation de "polycrise", où se mélangent des problèmes économiques, sécuritaires et sociaux, qui compliquent aussi l'accès à l'aide humanitaire.

Cette nouvelle réalité a fait apparaître des routes migratoires plus longues et dangereuses. Une partie des gens migre maintenant à l'intérieur de la région (migration intrarégionale), mais ce qui surprend le plus, c'est l'augmentation des départs vers l'Amérique latine, en particulier vers le Nicaragua. Ce pays attire parce qu'il permet l'entrée sans visa ou avec des procédures très simples.

Souvent, les migrants voyagent depuis la Turquie ou les Émirats, avec l'aide d'agences de voyage qui facilitent l'achat de billets. Cette route est moins dangereuse que la Méditerranée, mais elle coûte encore plus cher.

Les profils des migrants ont changé : on trouve des jeunes hommes peu ou moyennement qualifiés, mais aussi des diplômés ou des étudiants. Mme Coulibaly a aussi souligné qu'il y a de plus en plus de femmes et de jeunes qui décident de migrer. Malheureusement, ces femmes restent souvent invisibles dans les politiques migratoires et sont vues comme des cas particuliers.

Elle a donné l'exemple de femmes sénégalaises parties vers l'Espagne, surtout dans la région entre Barcelone et Salou. Elles prennent des risques importants, notamment à cause du recours aux passeurs, ce qui les expose à l'exploitation ou à des violences sexuelles. Les contrôles plus stricts ont encore augmenté leur vulnérabilité.

Le profil de ces femmes est très varié : certaines voyagent seules pour rejoindre un mari ou un parent, d'autres partent en famille, et d'autres n'ont personne à attendre à l'arrivée. Pour se protéger, elles mettent en place des stratégies, comme voyager en groupe mixte ou cacher certains signes de féminité.

Mme Coulibaly a aussi parlé de la stigmatisation que vivent certains migrants quand ils rentrent chez eux, ce qui a des conséquences importantes sur leur bien-être.

Pour finir, elle a rappelé que l'Union européenne a transféré la gestion de la migration aux pays du Sahel, ce qui lui permet de ne pas en parler directement en Europe, mais rend la question plus forte au niveau local. Elle a aussi critiqué le rôle des frontières comme outils de tri social, et la politique des visas, qui crée une inégalité entre les citoyens. Pour finir, elle a parlé de l'importance de renforcer l'intégration régionale en Afrique et de repenser le panafricanisme pour faire face à ces défis.

Migraciones atlánticas de las poblaciones del Sahel desde África Occidental: entre (in)seguridad, invisibilización y nuevas aspiraciones. *Presentado por: Oumoul Khairy Coulibaly*

ES

La Sra. Coulibaly comenzó su intervención hablando sobre la política migratoria de la Unión Europea, centrada en la externalización de las fronteras. Esta estrategia ha llevado al cierre progresivo de las rutas migratorias tradicionales, lo que ha obligado a los migrantes a buscar nuevos caminos, especialmente por la vía atlántica. Muchas personas salen de África Occidental para intentar llegar a las Islas Canarias o incluso a América.

Países como Níger, Malí, Senegal o Mauritania han creado leyes y protocolos para reforzar el control fronterizo. Al mismo tiempo, organizaciones internacionales como la OIM han ganado protagonismo, animando a estos países a adoptar políticas migratorias propias y a colaborar con la Unión Europea.

En cuanto a las causas de la migración, Coulibaly señaló la inestabilidad política (como los golpes de Estado), la presencia de grupos armados y el debilitamiento del Estado de derecho. Todo esto complica la vida en ciertas regiones y empuja a las personas a emigrar en condiciones difíciles. Habló de una situación de "policrisis", donde se combinan problemas económicos, de seguridad y sociales, que también dificultan la ayuda humanitaria.

Esta situación ha provocado la aparición de rutas migratorias más largas y peligrosas. Una parte de la migración ahora es dentro de la misma región (migración intrarregional), pero lo que más llama la atención es el aumento de los desplazamientos hacia América Latina, especialmente hacia Nicaragua. Este país atrae porque permite la entrada sin visado o con trámites muy sencillos.

Normalmente, los migrantes llegan a América del Sur en vuelos comerciales desde países como Turquía o Emiratos Árabes, con la ayuda de agencias de viajes que facilitan la compra de billetes. Esta ruta es menos peligrosa que la del Mediterráneo, pero también es más cara.

Los perfiles de los migrantes han cambiado: hay hombres jóvenes con poca o media formación, pero también personas tituladas o estudiantes. Coulibaly subrayó también que cada vez hay más mujeres y jóvenes que deciden emigrar. Lamentablemente, estas mujeres siguen estando invisibilizadas en las políticas migratorias y se las considera casos “especiales”.

Puso como ejemplo a mujeres senegalesas que han migrado a España, sobre todo a la zona entre Barcelona y Salou. Estas mujeres corren muchos riesgos, especialmente porque recurren a redes de tráfico de personas, lo que las expone a la explotación o a sufrir agresiones sexuales. El endurecimiento de los controles ha aumentado todavía más su vulnerabilidad.

El perfil de estas mujeres es muy variado: algunas viajan solas para reunirse con un marido o un familiar, otras migran con su familia y otras no tienen ningún contacto en el país de destino. Para protegerse, desarrollan estrategias como viajar en grupos mixtos o evitar mostrar signos de feminidad.

La Sra. Coulibaly también habló de la estigmatización que sufren muchos migrantes al regresar a sus comunidades, lo que tiene un impacto muy fuerte en ellos.

Finalmente, destacó que la Unión Europea ha delegado la gestión de su política migratoria a los países del Sahel, lo que le permite no hablar directamente del tema en Europa, pero hace que el problema sea aún más intenso a nivel local. También criticó cómo las fronteras funcionan como mecanismos de selección social, filtrando a las personas según criterios raciales, económicos o políticos, y cómo la política de visados contribuye a crear una ciudadanía desigual.

Finalmente, defendió la importancia de reforzar la integración regional en África y recuperar el panafricanismo como herramientas para enfrentar los retos migratorios.

ES

Andrea Camarro, graduada en Ciencia Política y Administración Pública por la Universidad de Salamanca explicó que la situación en África está condicionada por factores políticos, económicos y sociales. Todos ellos se retroalimentan y provocan migraciones masivas.

Factores políticos

Se ha dado un aumento de la violencia en el Sahel, como consecuencia de los cambios en las juntas militares y los cambios geopolíticos. Han alcanzado un papel central los militarismos en la región, por lo que los conflictos armados entre el gobierno y el ejército afectan a la población local, que no encuentra donde desarrollar su proyecto de vida.

Factores económicos

Los flujos de mercado se vieron reducidos a consecuencia de la crisis de la COVID-19 o la guerra de Rusia en Ucrania, lo que ha provocado una inflación exorbitada en productos de primera necesidad.

Además, el cambio climático ha provocado fenómenos meteorológicos extremos. Como consecuencia, sector primario se ha visto truncado, y teniendo en cuenta que es el sector más importante en la región, se ha dificultado la subsistencia de la población, que se ha visto obligada a emigrar a zonas con condiciones de vida más favorables.

Factores sociales

La población africana es muy joven, por lo que existe un potencial humano muy potente, que obliga al estado a darle un proyecto de futuro, que no es capaz de ofrecer. La demanda es tan grande que el Estado ve imposible hacerla frente.

La ponente pasó a explicar la situación en Europa marcada por el auge de la ultraderecha y el populismo, donde se ha establecido la lucha contra la migración como una de las principales políticas en el continente.

Existe una mayor presión migratoria en los estados del sur que solicitan una mayor solidaridad en la gestión de la cuestión de la migración, pidiendo que esta se sitúe como tema central de la agenda. Sin embargo, existe una dificultad para encontrar el consenso entre 27 estados con intereses y políticas muy diferentes

Dentro de Europa, se expone el pacto de migración y asilo siendo los objetivos claves de este pacto:

- evitar el caos normativo;
- encontrar un conjunto que equilibre la acogida y la protección de las fronteras.

Camarro señaló que, pese a la extensión del pacto, existían dos puntos clave, que son los controles de entrada y la solidaridad entre estados.

Los controles de entrada se basan en la recopilación de datos biométricos y de salud a las personas que entran a la Unión Europea para comprobar si pueden ser personas solicitantes de asilo. Esto ha sido criticado por algunas organizaciones de derechos humanos, que alegan que esto puede retrasar el proceso y facilita las devoluciones, sin tener en cuenta la situación personal de las personas.

A través de la solidaridad entre estados se establece que los miembros de la Unión Europea deben ayudarse a gestionar la migración, aunque no todos lo hagan acogiendo a los solicitantes de asilo. Sin embargo, se habla de una “solidaridad a la carta”, debido a que los estados miembros pueden pagar una contribución por persona que decide no acoger.

En conclusión, la ponente explicó que Europa se encuentra en una posición política complicada y es la migración uno de sus mayores problemas. Aunque las fronteras se endurecen, las causas de fondos permanecen intactas, por lo que los migrantes que no pueden entrar por la vía legal lo hacen por la vía ilegal.

Aún existen retos pendientes en las políticas migratorias, pues se necesita mejorar la situación de los derechos de las personas que solicitan asilo, y que la solidaridad entre estados sea una realidad.

El Sahel se ha convertido en un epicentro de desplazamientos migratorios no solo para Europa sino para el mundo.

Le pacte migratoire et d'asile européen. Rapport Afrique 2024. Présenté par. Andrea Camarro

FR

Andrea Camarro, diplômée en science politique et administration publique de l'Université de Salamanque, a expliqué que la situation en Afrique est conditionnée par des facteurs politiques, économiques et sociaux. Tous ces facteurs s'alimentent mutuellement et provoquent des migrations massives.

Facteurs politiques

On observe une augmentation de la violence au Sahel, conséquence des changements dans les juntes militaires et des transformations géopolitiques. Le militarisme a pris une place centrale dans la région, de sorte que les conflits armés entre le gouvernement et

l'armée affectent la population locale, qui ne trouve pas d'endroit pour développer son projet de vie.

Facteurs économiques

Les flux du marché ont diminué à cause de la crise de la COVID-19 ou de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, ce qui a provoqué une inflation exorbitante sur les produits de première nécessité.

De plus, le changement climatique a engendré des phénomènes météorologiques extrêmes. En conséquence, le secteur primaire a été gravement affecté, et étant donné qu'il s'agit du secteur le plus important de la région, la subsistance de la population est devenue difficile, la forçant à émigrer vers des zones offrant de meilleures conditions de vie.

Facteurs sociaux

La population africaine est très jeune, ce qui représente un potentiel humain très fort, obligeant l'État à proposer un projet d'avenir qu'il n'est pas en mesure de garantir. La demande est si grande que l'État ne parvient pas à y répondre.

La conférencière a ensuite abordé la situation en Europe, marquée par la montée de l'extrême droite et du populisme, où la lutte contre la migration est devenue l'une des principales politiques du continent. Il existe une pression migratoire accrue dans les États du sud, qui demandent une plus grande solidarité dans la gestion de la question migratoire, en souhaitant que celle-ci soit placée au cœur de l'agenda. Cependant, il est difficile de parvenir à un consensus entre 27 États aux intérêts et politiques très différents.

En Europe, le pacte sur la migration et l'asile est présenté, avec comme objectifs principaux :

- éviter le chaos normatif ;
- trouver un équilibre entre l'accueil et la protection des frontières.

Camarro a souligné que malgré l'ampleur du pacte, deux points clés subsistaient : les contrôles à l'entrée et la solidarité entre États. Les contrôles à l'entrée consistent à collecter des données biométriques et de santé des personnes entrant dans l'Union européenne pour vérifier si elles peuvent être des demandeurs d'asile. Cela a été critiqué par certaines organisations de défense des droits humains, qui estiment que cela peut retarder le processus et faciliter les expulsions, sans prendre en compte la situation personnelle des personnes concernées.

Par le biais de la solidarité entre États, il est établi que les membres de l'Union européenne doivent s'aider mutuellement dans la gestion de la migration, même si cela ne passe pas toujours par l'accueil direct des demandeurs d'asile. Cependant, on parle d'une « solidarité à la carte », car les États membres peuvent verser une contribution par personne qu'ils décident de ne pas accueillir.

En conclusion, la conférencière a expliqué que l'Europe se trouve dans une position politique complexe, et que la migration est l'un de ses plus grands défis. Bien que les frontières se durcissent, les causes profondes restent intactes, de sorte que les migrants qui ne peuvent pas entrer légalement le font de manière irrégulière. Il reste encore des défis à relever dans les politiques migratoires, notamment en ce qui concerne l'amélioration de la situation des droits des demandeurs d'asile et la concrétisation de la solidarité entre les États.

Le Sahel est devenu un épicode des déplacements migratoires, non seulement pour l'Europe, mais pour le monde entier.

Sesión IV	El Plan Mattei: Un enfoque italiano para un desafío global. <i>Presentado por: Raquel Rojas</i>
-----------	---

ES

Raquel Rojas presentó su trabajo de fin de grado por el que explicó que la Unión Europea lleva a cabo grandes esfuerzos por el control de los flujos migratorios, y que Italia fue el 3º país en 2022 que más migrantes recibió. Y en 2024 había 6.5 millones de residentes extranjeros, 5 de ellos extracomunitarios.

Rojas expuso que debido a la creciente presión migratoria, Georgia Meloni ha presentado el Plan Mattei, con el objetivo de reforzar la coordinación con los países africanos de manera vertical. El objetivo principal del Plan es mejorar la situación económica de los habitantes africanos para evitar su migración. Es un plan estratégico, con vistas a 4 años, pero con posibilidad de prórroga, en el que participan entes estatales y privados, tanto italianos como africanos.

Las líneas adicionales de este Plan podrían ser el intento de Italia de aumentar el ingreso hacia el presupuesto de Cooperación al desarrollo de Italia; diversificar fuentes de energía para evitar la dependencia con Rusia; o la creación de una nueva estrategia diferencial para ocupar una posición dentro de Europa que ha quedado en vacío tras la retirada de Francia de África, y poder así hacer frente a potencias como Rusia o China.

Según la ponente, el tiempo y la capacidad de adaptación del Plan determinarán su éxito o fracaso en la política exterior italiana y en el control migratorio.

En su trabajo, Rojas analizó el Plan Mattei a través de las teorías migratorias. Según explicó:

- La teoría neoclásica establece que la migración se da por diferencias salariales, y que es una decisión individual basada en el coste de oportunidad. El Plan tiene

como objetivo reducir estos objetivos económicos para migrar, aunque se prevé que en el medio plazo suponga tener mayores recursos para irse.

- La nueva teoría económica se basa en que la migración es una estrategia familiar para diversificar ingresos. Sin embargo, si el Plan no es capaz de generar en los países africanos un entorno tan estable como el que generan las remesas, será complicado compaginarlo con esta teoría.
- La teoría de los mercados laborales duales habla de que la migración es fruto de la necesidad de mano de obra extranjera en sectores no atractivos en los países destino. Esto ha llevado a que Italia lleve a cabo procesos de regularización.
- La teoría de redes sostiene que las redes sociales (vínculos entre familiares y amigos) facilitan y fomentan que la migración se perpetue en el tiempo incluso cuando las condiciones iniciales que la provocaron han desaparecido. La existencia de redes en Italia reafirma esta teoría.
- La teoría de sistemas mundiales explica que la migración se debe al sistema capitalista debido a que la expansión de las economías hacia los países destino, genera una dependencia económica de estos segundos. Los proyectos energéticos liderados por Italia en países africanos podrían reafirmar esta teoría.

Le Plan Mattei : Une approche italienne pour un défi mondial. *Présenté par: Raquel Rojas*

FR

Raquel Rojas a présenté son travail de fin d'études dans lequel elle a expliqué que l'Union européenne déploie d'importants efforts pour le contrôle des flux migratoires, et que l'Italie a été le troisième pays ayant reçu le plus de migrants en 2022. En 2024, le pays comptait 6,5 millions de résidents étrangers, dont 5 millions originaires de pays non membres de l'UE.

Rojas a exposé que, face à la pression migratoire croissante, Giorgia Meloni a présenté le Plan Mattei, dont l'objectif est de renforcer la coordination avec les pays africains de manière verticale. Le principal objectif de ce plan est d'améliorer la situation économique des populations africaines afin d'éviter leur migration. Il s'agit d'un plan stratégique, prévu sur une période de 4 ans, mais renouvelable, auquel participent des acteurs publics et privés, tant italiens qu'africains.

Les axes supplémentaires de ce plan pourraient inclure :

- la tentative de l'Italie d'augmenter le financement de son budget de coopération au développement ;
- la diversification des sources d'énergie pour réduire la dépendance vis-à-vis de la Russie ;
- la mise en place d'une nouvelle stratégie différenciée visant à occuper un espace politique laissé vacant en Europe après le retrait de la France d'Afrique,

permettant ainsi à l'Italie de faire face à des puissances comme la Russie ou la Chine.

Selon la conférencière, le temps et la capacité d'adaptation du Plan détermineront son succès ou son échec dans la politique étrangère italienne et dans le contrôle migratoire.

Dans son travail, Rojas a analysé le Plan Mattei à la lumière des théories migratoires. Elle a expliqué:

- La théorie néoclassique stipule que la migration résulte des différences salariales et constitue une décision individuelle basée sur le coût d'opportunité. Le Plan vise à réduire ces incitations économiques à migrer, même si à moyen terme, cela pourrait fournir plus de ressources pour partir.
- La nouvelle économie des migrations considère la migration comme une stratégie familiale pour diversifier les revenus. Toutefois, si le Plan ne parvient pas à créer dans les pays africains un environnement aussi stable que celui procuré par les envois de fonds, il sera difficile de l'aligner avec cette théorie.
- La théorie des marchés du travail segmentés explique que la migration est due au besoin de main-d'œuvre étrangère dans des secteurs peu attractifs dans les pays de destination. Cela a conduit l'Italie à mettre en œuvre des processus de régularisation.
- La théorie des réseaux migratoires soutient que les liens sociaux (entre membres de la famille et amis) facilitent et perpétuent la migration, même lorsque les conditions initiales ont disparu. La présence de réseaux en Italie confirme cette théorie.
- La théorie des systèmes mondiaux explique que la migration découle du système capitaliste : l'expansion des économies vers les pays de destination crée une dépendance économique de ces derniers. Les projets énergétiques menés par l'Italie dans les pays africains pourraient confirmer cette théorie.

Sesión V	Migración y Desarrollo: La contribución de las remesas en Marruecos. <i>Presentado por: Inés Martínez</i>
----------	---

ES

Inés Martínez presentó su trabajo de fin de grado por el que explica que las remesas son el nexo entre la migración y el desarrollo. Son las transferencias que los migrantes envían a sus países en forma de dinero o bienes. Otros flujos financieros exteriores son la ayuda oficial al desarrollo y la inversión extranjera directa.

Los canales de envío de las remesas pueden ser formales, pues se establecen como un registro oficial que contabiliza estos flujos; o informales, en los que no hay contabilización oficial, como puede ser el Sistema Hawala en el caso marroquí.

La ponente expuso que el 80% de los migrantes marroquíes residen en Europa (España recibe un 23%). El 47.6% son migrantes femeninas, que cada vez con más frecuencia llegan por motivos educativos o laborales. Sin embargo, las mujeres envían mucho menos dinero que los hombres, y solo el 20% de las mujeres migrantes envía remesas.

En su trabajo, Inés Martínez, analizó el impacto macroeconómico de las remesas, para establecer que las remesas suponen la entrada de aproximadamente 150.000.000 dirhams en Marruecos, una cifra que se encuentra en constante aumento. Suponen un 10% del PIB y aportan divisas estables a la economía, lo que supone una aportación a la reducción del déficit por cuenta corriente.

De igual manera estudió el impacto microeconómico de las remesas. Determinó que las remesas están destinadas al consumo, lo que aumenta el bienestar de las familias. No solo aumenta el gasto que hacen los particulares en consumo, sino que aumenta el gasto que el estado dedica al consumo. Todo ello en conjunto supone una disminución de la pobreza.

Se explicó que la necesidad de mantener a estas personas que envían transferencia a sus países de origen ha llevado a la creación de instituciones como el Ministerio de la Comunidad Marroquí, la Fundación Hassan II, el Observatorio de la Comunidad Marroquí..., que ayudan a fortalecer vínculos entre Marruecos y la diáspora.

Alguno de los retos pendientes que señaló la ponente, fueron: la disminución de los costes de envío de las remesas, que siguen siendo muy altos, lo que fomenta el crecimiento de los canales informales. También es necesaria la digitalización o la modernización de la forma de enviar remesas.

Como principal problema se plantea hasta que punto Marruecos es dependiente económicamente de estos flujos.

Sin embargo, la exestudiante concluyó, el beneficio que generan las remesas supera sus retos y desafíos, pues crea una estructura estable en Marruecos, y mejora la vida de las familias.

Migration et Développement : La contribution des transferts de fonds au Maroc.

Présenté par. Inés Martínez

FR

Inés Martínez a présenté son travail de fin d'études dans lequel elle explique que les transferts de fonds (remesas) constituent le lien entre la migration et le développement. Il s'agit des transferts que les migrants envoient vers leurs pays d'origine sous forme d'argent ou de biens. D'autres flux financiers extérieurs incluent l'aide publique au développement et l'investissement direct étranger.

Les canaux d'envoi des transferts peuvent être formels, avec un enregistrement officiel qui comptabilise ces flux ; ou informels, sans comptabilisation officielle, comme le système Hawala dans le cas marocain.

La conférencière a indiqué que 80 % des migrants marocains résident en Europe (l'Espagne en accueille 23 %). 47,6 % sont des femmes migrantes, qui arrivent de plus en plus souvent pour des raisons éducatives ou professionnelles. Cependant, les femmes envoient beaucoup moins d'argent que les hommes, et seulement 20 % des femmes migrantes envoient des transferts de fonds.

Dans son travail, Inés Martínez a analysé l'impact macroéconomique des transferts, établissant qu'ils représentent environ 150 millions de dirhams par an au Maroc, un chiffre en constante augmentation. Ils représentent 10 % du PIB et apportent des devises stables à l'économie, contribuant ainsi à réduire le déficit du compte courant.

Elle a également étudié l'impact microéconomique des transferts. Elle a déterminé que ces fonds sont principalement destinés à la consommation, ce qui augmente le bien-être des familles. Non seulement les dépenses privées de consommation augmentent, mais aussi les dépenses publiques de consommation, ce qui, globalement, entraîne une réduction de la pauvreté.

Il a été expliqué que le besoin de soutenir les personnes qui envoient des fonds à leur pays d'origine a conduit à la création d'institutions comme :

- le Ministère de la Communauté marocaine à l'étranger,
- la Fondation Hassan II,
- l'Observatoire de la Communauté marocaine, qui contribuent à renforcer les liens entre le Maroc et sa diaspora.

Parmi les défis à relever, la conférencière a souligné :

- la réduction des coûts d'envoi, encore très élevés, ce qui favorise le recours aux canaux informels ;
- la nécessité de digitaliser et de moderniser les modes d'envoi des transferts.

Le principal problème soulevé est la dépendance économique du Maroc à ces flux financiers.

Cependant, l'ancienne étudiante a conclu que les bénéfices générés par les transferts dépassent les défis qu'ils posent, car ils créent une structure stable au Maroc et améliorent la vie des familles.

Sesión VI	Del aula al terreno. Los estudiantes de Relaciones Internacionales URJC / FEI <i>Presentado por: Noelia Rodríguez, Luis de López, Belén García, Andrés Lagar.</i>
-----------	---

ES

Antiguos alumnos de Relaciones Internacionales de la Universidad Rey Juan Carlos nos cuentan su experiencia como expedicionarios en países como el Sahel, Costa de Marfil o Marruecos.

Los exalumnos exponen como las expediciones de FEI les han aportado experiencia y conocimientos que luego han aplicado a su vida laboral, impulsada por la realización de la propia expedición. Esta, a su vez, les permitió ampliar sus conocimientos en un campo en el que llevaban tiempo trabajando, el de las migraciones.

Sus experiencias como expedicionarios les han permitido descubrir como son los fenómenos migratorios desde el origen, y escuchar de primera mano las historias de los migrantes; conocer a grandes personalidades de la docencia, funcionarios del poder judicial, o investigadores; y aprender de nuevas culturas y formas de vida, lo que les ha permitido desarrollar unas habilidades sociales y una sensibilidad cultural que les ha abierto las puertas a trabajar con personas muy diversas y en ambientes muy cambiantes.

Los ponentes coinciden en la importancia de participar activamente en asociaciones universitarias como FEI, que desarrollen nuestras habilidades y conocimientos, tener curiosidad y esforzarse por aquello que se quiere alcanzar. Nos dicen que no siempre el camino va a estar claro, pero aprovechar las oportunidades que ofrece la universidad, y grupos como FEI, consiguen que uno mismo se conozca mejor, y saber que es aquello por lo que se quiere seguir explorando.

De la salle de classe au terrain. Les étudiants en Relations Internacionales URJC/FEI. *Présenté par: Noelia Rodríguez, Luis de López, Belén García, Andrés Lagar.*

FR

Anciens élèves de Relations Internacionales de l'Université Rey Juan Carlos nous racontent leur expérience en tant qu'expéditionnaires dans des pays comme le Sahel, la Côte d'Ivoire ou le Maroc.

Les anciens élèves expliquent comment les expéditions organisées par FEI leur ont apporté une expérience et des connaissances qu'ils ont ensuite appliquées à leur vie professionnelle, souvent orientée par la réalisation même de ces expéditions. Celles-ci

leur ont en outre permis d'approfondir leurs connaissances dans un domaine où ils travaillaient déjà depuis un certain temps : celui des migrations.

Leur expérience sur le terrain leur a permis :

- De découvrir les phénomènes migratoires à leur source
- D'écouter directement les récits des migrants
- De rencontrer des personnalités marquantes du monde académique, des fonctionnaires de l'appareil judiciaire et des chercheurs
- D'apprendre de nouvelles cultures et modes de vie

Ces expériences ont développé leurs compétences sociales et leur sensibilité culturelle, leur ouvrant ainsi les portes pour travailler avec des personnes très diverses dans des environnements en constante évolution.

Les intervenants s'accordent sur l'importance :

- De participer activement à des associations universitaires comme FEI
- De cultiver sa curiosité
- De persévérer pour atteindre ses objectifs

Ils soulignent que le chemin n'est pas toujours clair, mais que saisir les opportunités offertes par l'université et des groupes comme FEI permet de mieux se connaître et de découvrir ce pour quoi on souhaite continuer à explorer.

FR

La Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (CMW) constitue le premier instrument juridique international à reconnaître expressément les droits fondamentaux de tous les travailleurs migrants, indépendamment de leur statut juridique, ainsi que ceux des membres de leur famille. Elle ne crée pas de nouveaux droits, dans la mesure où ceux-ci sont déjà consacrés par d'autres traités internationaux relatifs aux droits humains, mais elle les applique de manière spécifique à une catégorie de population particulièrement vulnérable. Ce texte a vu le jour après une décennie de négociations complexes. Dès 1972, à l'initiative du Maroc et du Mexique, l'Assemblée générale des Nations Unies a chargé la Commission des droits de l'homme d'étudier les discriminations subies par les migrants. Cela a conduit à la création d'un groupe de travail, institué par la résolution 34/172 de 1979, chargé de la rédaction d'une convention. Malgré l'engagement de plusieurs pays comme l'Italie, la Norvège, le Portugal, l'Espagne ou la Suède, la diversité des opinions a ralenti le processus. Le groupe de travail s'est réuni pour la première fois le 8 octobre 1980, et le texte final a été adopté par l'Assemblée générale le 18 décembre 1990, par la résolution 45/158. La Convention est entrée en vigueur en 2003, après avoir atteint les vingt ratifications nécessaires. Toutefois, à ce jour, seuls 60 États l'ont ratifiée, et aucun grand pays européen à l'exception de l'Albanie, ce qui témoigne d'une faible adhésion dans cette région.

La Convention énonce les responsabilités des pays d'origine, notamment en vertu de l'article 65, en matière d'information, d'assistance avant le départ, et d'accompagnement au retour et à la réintégration des migrants. Elle insiste aussi sur le rôle des représentations consulaires pour répondre aux besoins sociaux, culturels et juridiques des travailleurs migrants. Elle impose l'encadrement des agences de recrutement et garantit, entre autres, le droit de vote depuis l'étranger. La mise en œuvre de la Convention est assurée par un comité composé de quatorze experts indépendants, chargés de surveiller son application. Les États parties doivent, tous les cinq ans, soumettre un rapport détaillé sur les mesures législatives, administratives, judiciaires ou autres prises pour en assurer l'effectivité, conformément à l'article 73. À travers ce mécanisme de suivi, la Convention vise à renforcer l'effectivité des droits humains des travailleurs migrants et de leur famille, en insistant sur leur dignité et leur contribution aux sociétés d'accueil, notamment sur les plans culturel, économique et professionnel.

Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, adopté à Marrakech en 2018, s'inscrit dans une dynamique complémentaire à la Convention. Bien que les objectifs des deux instruments soient similaires, leur nature juridique diffère : la

Convention est juridiquement contraignante, tandis que le Pacte ne l'est pas. Toutefois, les deux constituent les piliers fondamentaux de la structure normative internationale en matière de droits des migrants. Le Pacte repose sur des valeurs telles que la souveraineté des États, la responsabilité partagée, la non-discrimination, et le respect des droits humains. Il promeut une approche globale, équilibrée et fondée sur les droits, afin d'optimiser les bénéfices de la migration pour tous les acteurs concernés, tout en prenant en compte les risques pour les personnes migrantes et les défis auxquels sont confrontées les communautés d'origine, de transit et de destination. À la différence de la Convention, peu ratifiée, le Pacte a reçu l'adhésion de 159 États, ce qui reflète un large consensus international autour de ses principes directeurs.

Malgré leurs différences, la synergie entre la Convention et le Pacte est évidente. Tous deux cherchent à instaurer des conditions propices à une migration respectueuse des droits humains, dans une optique de gouvernance efficace, inclusive et durable. Ils visent à permettre aux travailleurs migrants de s'intégrer pleinement dans les sociétés d'accueil et de contribuer à leur développement. Leur complémentarité est renforcée par l'adoption d'une Observation Générale (OG), élaborée dans le cadre d'un processus consultatif et participatif ayant impliqué des réunions à Agadir, Mexico, Dakar et Genève. Cette OG repose sur les communications, observations et décisions antérieures du Comité, des États, des agences des Nations Unies, des institutions nationales des droits humains, des ONG, des universitaires et des experts. Elle s'appuie également sur les consultations régionales et les conclusions issues de la discussion générale du 27 septembre 2022 à Genève. L'Observation Générale est à la fois explicative et interprétative. Elle a vocation à orienter les États parties dans la mise en œuvre de politiques publiques conformes aux normes des droits humains telles qu'énoncées dans la Convention et le Pacte. Elle vise aussi à les assister dans la réalisation de leurs engagements et obligations, tout en soutenant les autres acteurs dans leurs démarches de plaidoyer et de gouvernance des migrations.

La protección convergente de los trabajadores migrantes por la Convención (CMW) y el Pacto de Marrakech en el contexto africano. *Presentado por: Mohamed Charef*

ES

La Convención Internacional sobre la Protección de los Derechos de Todos los Trabajadores Migratorios y de sus Familiares (CMW) constituye el primer instrumento jurídico internacional que reconoce expresamente los derechos fundamentales de todos los trabajadores migrantes, independientemente de su situación jurídica, así como los de sus familiares. No crea derechos nuevos, ya que estos ya están consagrados en otros tratados internacionales de derechos humanos, pero los aplica específicamente a una categoría de población particularmente vulnerable. Este texto surgió tras una década de complejas negociaciones. Ya en 1972, a iniciativa de Marruecos y México, la Asamblea General de las Naciones Unidas encargó a la Comisión de Derechos Humanos que

estudiara las discriminaciones sufridas por los migrantes. Esto condujo a la creación de un grupo de trabajo, establecido por la resolución 34/172 de 1979, encargado de redactar una convención. A pesar del compromiso de países como Italia, Noruega, Portugal, España o Suecia, la diversidad de opiniones ralentizó el proceso. El grupo de trabajo se reunió por primera vez el 8 de octubre de 1980, y el texto final fue adoptado por la Asamblea General el 18 de diciembre de 1990 mediante la resolución 45/158. La Convención entró en vigor en 2003, tras alcanzar las veinte ratificaciones necesarias. Sin embargo, hasta la fecha, solo 60 Estados la han ratificado, y ningún gran país europeo, con la excepción de Albania, lo que refleja una escasa adhesión en esta región.

La Convención establece las responsabilidades de los países de origen, en particular conforme al artículo 65, en materia de información, asistencia previa al desplazamiento, y acompañamiento para el retorno y la reintegración de los migrantes. También destaca el papel de las representaciones consulares para responder a las necesidades sociales, culturales y jurídicas de los trabajadores migrantes. Impone la regulación de las agencias de contratación y garantiza, entre otros, el derecho al voto desde el extranjero. La implementación de la Convención está a cargo de un comité compuesto por catorce expertos independientes, encargados de supervisar su aplicación. Los Estados parte deben presentar, cada cinco años, un informe detallado sobre las medidas legislativas, administrativas, judiciales u otras adoptadas para asegurar su cumplimiento, conforme al artículo 73. A través de este mecanismo de seguimiento, la Convención busca reforzar la efectividad de los derechos humanos de los trabajadores migrantes y sus familias, insistiendo en su dignidad y en su contribución a las sociedades receptoras, especialmente en los ámbitos cultural, económico y profesional.

El Pacto Mundial para una Migración Segura, Ordenada y Regular, adoptado en Marrakech en 2018, se inscribe en una dinámica complementaria a la Convención. Aunque los objetivos de ambos instrumentos son similares, su naturaleza jurídica es distinta: la Convención es jurídicamente vinculante, mientras que el Pacto no lo es. No obstante, ambos constituyen los pilares fundamentales de la estructura normativa internacional en materia de derechos de las personas migrantes. El Pacto se basa en valores como la soberanía de los Estados, la responsabilidad compartida, la no discriminación y el respeto de los derechos humanos. Promueve un enfoque global, equilibrado y basado en los derechos, con el fin de optimizar los beneficios de la migración para todas las partes implicadas, teniendo en cuenta también los riesgos para las personas migrantes y los desafíos que enfrentan las comunidades de origen, tránsito y destino. A diferencia de la Convención, escasamente ratificada, el Pacto cuenta con la adhesión de 159 Estados, lo que refleja un amplio consenso internacional en torno a sus principios rectores.

A pesar de sus diferencias, la sinergia entre la Convención y el Pacto es evidente. Ambos buscan establecer condiciones propicias para una migración respetuosa de los derechos humanos, en una lógica de gobernanza eficaz, inclusiva y sostenible. Pretenden permitir que los trabajadores migrantes se integren plenamente en las sociedades de acogida y contribuyan al desarrollo de estas. Su complementariedad se ve

reforzada por la adopción de una Observación General (OG), elaborada en el marco de un proceso consultivo y participativo que incluyó reuniones en Agadir, México, Dakar y Ginebra. Esta OG se basa en las comunicaciones, observaciones y decisiones anteriores del Comité, de los Estados, de organismos de las Naciones Unidas, de instituciones nacionales de derechos humanos, de ONG, de académicos y expertos. También toma en cuenta las consultas regionales y las conclusiones derivadas del debate general celebrado el 27 de septiembre de 2022 en Ginebra. La Observación General tiene un carácter tanto explicativo como interpretativo. Su objetivo es orientar a los Estados parte en la aplicación de políticas públicas conformes con las normas de derechos humanos establecidas en la Convención y en el Pacto. Asimismo, busca apoyar a los Estados en el cumplimiento de sus compromisos y obligaciones, y acompañar a otros actores implicados en sus iniciativas de incidencia y de gobernanza migratoria.